Leçons lycéennes, l'arbre qui cache la forêt

mercredi 7 octobre 2026, par Jacques COTTA

Il aura fallu attendre une dizaine de jours pour que le gouvernement fasse mine de prendre en considération des milliers de lycéens mobilisés pour leurs revendications. Et encore ! Le ministre de l'éducation et ses amis semblent découvrir la situation, absence de profs dans les classes, locaux vétustes, scandale parcoursup, etc…

Une situation édifante

Les gouvernements de « gauche » et de « droite » se sont succédés. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice. La destruction de l'éducation nationale a été une constante des politiques mises en oeuvre.

C'est d'abord une destruction de l'éducation dans sa mission qui a été engagée avec les réformes **Fillon, Peillon, Chatel, Blanquer,** entre autres. La situation ne date donc pas d'hier. Depuis « le Mammouth à dégraisser » de **Allègre**, tous se sont de fait employés à transformer l'école de lieu de culture et d'apprentissage en simple garderie, le prof en animateur… Tous se sont employés à réduire l'éducation nationale à la portion congrue et tous ont frappé au coeur en cassant les contenus et les programmes. La transformation des programmes dont nul n'a eu que faire dés lors que 95% d'une classe d'âge aurait le baccalauréat a abouti à un abaissement du niveau qui semble une révélation pour les gouvernants à l'occasion du « verdict » Pisa.

L'abrogation des réformes successives qui ont frappé l'éducation nationale est posée comme une nécessité pour réhabiliter l'école dans sa mission, la culture, le savoir, sa transmission, l'enseignement tout simplement. Comme est posée la prise en considération des enseignants ce qui entre autre devrait passer par une rémunération acceptable.

La situation de déliquescence de l'éducation nationale s'est soldée par une descente aux abimes continue, ce que quelques chiffres résument assez clairement, les gouvernements successifs de **Macron** mettant des bouchées doubles pour être à la hauteur.

Quelques chiffres édifiants

Un récapitulatif qui circule sur internet est édifiant.
Les jeunes qui aujourd'hui manifestent mettent l'accent sur la vie quotidienne.

Les lycéens n'ont pas de professeurs.
Le gouvernement a supprimé 4 000 postes d'enseignants à la rentrée 2026.
À la rentrée 2026, il manquait au moins un professeur dans 53 % des collèges et lycées publics.
À la rentrée 2025, les classes comptaient en moyenne 30,2 élèves en lycée général et technologique, alors qu'elles étaient de 27,7 élèves par classe en 2010.
La France est le pays avec les classes les plus chargées sur 25 pays de l'UE, membres ou en cours d'adhésion à l'OCDE.
Macron a supprimé depuis 2017 environ 10 000 postes d'enseignants dans les collèges et lycées.

Les lycéens ne sont pas soignés.

Il y a 7 800 infirmières (-28 % en 10 ans) pour 12 millions d'élèves, soit une infirmière pour 1 543 élèves ; il en faudrait 23 000.
La moitié des collèges et des lycées de Seine-Saint-Denis sont sans infirmière scolaire.
2 infirmières scolaires sur 3 sont en souffrance professionnelle.
Les infirmières scolaires subissent un différentiel de 600 euros par mois de rémunération par rapport à un agent de niveau équivalent.
Il y a 1 psychologue pour 1 000 élèves en collège et lycée.
15 % des lycéens présentaient un risque important de dépression en 2022.

Les lycéens ne sont pas accompagnés.
Un collège ou lycée sur trois manquait d'au moins un assistant d'éducation (AED).
Il n'y a pas de grille salariale nationale qui permette une revalorisation des AED.
Le temps de travail des assistants d'éducation peut aller jusqu'à 42 h par semaine.

Les lycéens étudient avec des emplois du temps inadaptés.
99 % des collégiens et lycéens disent être épuisés après une journée de cours.
87 % d'entre eux jugent leur emploi du temps chargé ou surchargé.
22 % n'ont qu'une demi-heure pour déjeuner.
La moitié des collégiens et des lycéens déclarent se priver d'activités extrascolaires, faute de temps libre.

Les lycéens sont angoissés à cause de Parcoursup.
81 % des lycéens affirment que Parcoursup est une source d'angoisse.
1 élève sur 8 se retrouve exclu de l'enseignement supérieur à cause de Parcoursup.

Les lycéens étudient dans des établissements insalubres.
2/3 des personnels de l'Éducation nationale estiment que leur établissement n'est pas en bon état.
20 % du parc scolaire est vétuste.
De la moisissure est relevée dans 18 % des lycées.
La moitié des établissements ont des infiltrations et de l'humidité.
43 % des établissements ont des défauts d'aération (ouvrants défectueux, absence de ventilation…).
70 % des établissements scolaires sont amiantés.
90 % des collèges et lycées français sont des passoires énergétiques.
10 % des filles et 13 % des garçons ne se sentent pas en sécurité dans les toilettes de leur établissement.
40 % des toilettes au collège ne ferment pas correctement, n'ont pas de savon ni de papier toilette.
Dans 63 % des établissements, les températures ont dépassé les 30 °C et 55 % des collèges ont déjà connu des températures inférieures à 18 °C dans leurs classes.

La stratégie du pourrissement

Face à des dizaines de milliers de jeunes qui réclament, pour eux mais aussi au nom de l'égalité et de la justice sociale pour ceux qui sont particulièrement désavantagés dans les villes ou quartiers délaissés, qui réclament donc juste la possibilité d'étudier dans des conditions décentes avec des professeurs dans des locaux salubres, le gouvernement a mis le temps nécessaire pour que la **stratégie du pourrissement** joue son rôle.

Le gouvernement a jeté de l'huile sur le feu volontairement, notamment avec la proposition vite retirée de frais d'inscription au lycée, en classe prépa ou en BTS. Il a tout fait pour pousser au désordre, à la violence, au chaos.

Racaille, casseurs, pilleurs, et autres résidus qui n’ont rien à voir avec un quelconque mouvement social, à fortiori lycéen, sont entrés en action. Le cas emblématique d’un policier en civil, vêtu de noir, jetant un projectile sur ses collègues en uniforme a même été filmé. Cela fait les choux gras d’une presse aux ordres. Les dégradations ont été à la « une » pour reléguer toute autre question. Ce dont ont parlé durant des jours et des jours télés et radios, c’est d’une poubelle brulée, ou d’une façade, faits évidemment répréhensibles, mais pas des raisons qui ont poussé des milliers de jeunes à découvrir manifestations, rassemblements et à l’occasion grenades et "flash ball " de la police.

Et pour cause. Revenir aux véritables questions, aux jeunes, considérés souvent comme des glandeurs, qui là demandent des profs, des conditions d’étude décentes, des diplômes pour avoir plus tard du boulot, ça ne peut que fâcher, d’autant que dans le budget 2027 le gouvernement veut supprimer 250 millions d’euros supplémentaires au budget de l’Éducation nationale.

Le véritable sujet que les médias ne veulent pas aborder, c’est le chaos organisé aujourd’hui par Macron, Lecornu et leurs amis, concentré dans un budget de guerre. C’est l’école bien sûr qui est visée, mais pas seulement. Tous les secteurs de la société sont dans le collimateur comme l’atteste le projet de budget 2027 qu’ils veulent faire passer. Ce projet de budget est une déclaration de guerre qui risque de créer une situation incontrôlable. Il sera temps alors de déplorer les désordres, violences, et saccages qui tenteront là encore de déplacer le sujet des responsabilités politiques aux faits divers certes importants, mais assez marginaux.

Le premier ministre Lecornu n’a plus comme seul argument que "la contrainte budgétaire". "Nous n’avons pas les moyens, pas de marge de manoeuvre" dit-il pour expliquer l’inaction qui s’annonce. Nous pouvons lui faire une suggestion simple. Qu’il restitue les centaines de milliards attribués à l’économie de guerre qui ont été piqués à la collectivité, aux services publics, et donc à l’éducation nationale. Il suffit d’une volonté politique, ni plus ni moins.

Jacques Cotta
Le 7 octobre 2026